



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
SAINT-DENIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Unité départementale de la Seine-Saint-Denis**

Bobigny, le 22 septembre 2022

**Service risques et installations classées**

Nos réf. : DRIEAT93-2021-XXX  
N° S3IC : 74 4603  
N° Dossier : 2021/0504

Affaire suivie par : Thomas PAGEAU  
Courriel : [thomas.pageau@developpement-durable.gouv.fr](mailto:thomas.pageau@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél. : 01 48 96 90 98

Affaire : Examen au cas par cas et porter à connaissance

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet**

**Instruction d'une demande d'examen au cas par cas**

**Exploitant concerné**

**ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT)  
La Noue Foudrière  
93120 LA COURNEUVE**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Ce rapport instruit la demande d'examen au cas par cas et le porter à connaissance de la société ECT reçus en préfecture le 01/09/22.

**1. PRÉSENTATION DU SITE ET DU PROJET**

La société ECT exploite, sur son site de La Courneuve, une installation de traitement de terre polluées aux hydrocarbures. Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 2015 puis par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2020-0741 du 12 mars 2020 suite à une extension. Les installations sont autorisées pour les rubriques 3510 et 2790 pour le traitement biologique de 180 000 tonnes de terres polluées par an.

La société envisage, sur son site actuel (parcelles M 35, 136, 137, 148, 210), la mise en place d'une nouvelle activité par la création d'une plateforme de production de substrat fertile et mélange de terre inerte, en réaménageant une partie de l'espace vert se situant à l'arrière du bâtiment actuel.

Cette nouvelle activité relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2170-1 et de la déclaration sous la rubrique 2517-2.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Seuil du critère	Capacité / surface demandée
2170-1	A	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et	Fabrication de substrat fertile à partir de terres inertes et de compost	Capacité >10t/j	120 t/j

7 esplanade Jean Moulin  
Bâtiment André Malraux  
BP 189  
93003 BOBIGNY Cedex  
Courriel : [ud93.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud93.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr)

		2781			
2517-2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Station de transit de terres inertes	Superficie >5 000 m <sup>2</sup> mais <10 000 m <sup>2</sup>	8 180 m <sup>2</sup>

Le substrat fertile est composé de deux éléments

- Une matrice minérale constituée de terres inertes issues des chantiers du BTP ;
- Un compost de déchets verts exempts de boues acheté sur des plateformes de compostage locales. Le compost utilisé répond aux obligations de traçabilité et à la norme NF U 44-051. La proportion de compost dans le mélange peut varier en fonction de la destination finale du substrat fertile (prairie, terre horticole...). Elle est estimée à 30 % en moyenne.

La production du substrat fertile se fera par campagnes, à la commande. La capacité de production sera de 120t/j.

Conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la substantialité de la modification envisagée est examinée au regard des critères suivants :

- critère R.181-46-I : le projet de modification est soumis à évaluation environnementale au titre du R. 122-2 : dans ce cas, la mise en œuvre du projet nécessite le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale, avec évaluation environnementale et donc étude d'impact ;
- critère R.181-46-III ou I-3 : si le critère précédent n'est pas rempli, le projet présente malgré tout une augmentation significative des risques et les nuisances : dans ce cas, la mise en œuvre du projet nécessite le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale, sans évaluation environnementale, avec étude d'incidence.

Dans le cas où aucun de ces critères n'est rempli, la modification est non-substantielle et ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation. Selon les cas, une consultation du public peut néanmoins s'avérer nécessaire.

Afin de permettre l'examen de son projet au regard de ces critères, ECT a remis le 1<sup>er</sup> septembre 2022 un dossier de porter à connaissance ainsi que le formulaire cerfa et annexes attendus permettant l'examen au cas par cas de la nécessité d'une évaluation environnementale.

## **2. EXAMEN AU CAS PAR CAS (CRITÈRE R.181-46-I)**

Le projet de modification constitue une extension, au sens de la nomenclature, soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2170. Le projet n'est pas visé par la directive IED, ni par la directive Seveso. Le projet, en vertu de l'article R.122-2 du code de l'environnement et du tableau annexé à cet article, est soumis à la procédure d'examen au cas par cas (rubrique 1<sup>o</sup> a « Projets soumis à examen au cas par cas » dudit tableau).

La procédure d'examen au cas par cas donne lieu à une décision de l'Autorité environnementale portant obligation de réaliser une étude d'impact ou dispensant le projet d'étude d'impact. Conformément à l'article L. 122-1-IV, dans le cas présent, l'autorité compétente pour l'instruction de cette demande d'examen au cas par cas est le préfet de département. L'autorité environnementale dispose d'un délai de 35 jours à compter de la réception du formulaire complet pour informer le maître d'ouvrage par décision motivée de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale (R. 122-3-1-IV). L'absence de réponse dans le délai de 35 jours vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas est motivée au regard des critères pertinents de l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 ainsi que des mesures et caractéristiques du projet présentées par le maître d'ouvrage et destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables de celui-ci sur l'environnement et la santé humaine. (R.122-3-IV, § 3). Ces critères sont explicités dans la suite de ce paragraphe.

- **Complétude du cas par cas**

Le dossier de demande d'examen au cas par cas et le porter à connaissance ont été déposés par le pétitionnaire le 1<sup>er</sup> septembre 2022. Ce dossier est composé des pièces suivantes :

- Page 5 (obligatoire) : le formulaire de demande CERFA n°14734\*03,,
- annexe 2 (obligatoire) : plan de situation au 1/25 000 ème,
- Page 21 (obligatoire) : photographies d'implantation datées permettant de représenter le projet dans un environnement proche et lointain,
- Page 9 (obligatoire) : plan du projet,
- annexe 3 (obligatoire) : plan des abords du projet à 100 mètre daté à l'échelle 1/2000,
- annexe 7 (obligatoire) : carte représentant la zone Natura 2000 la plus proche du projet.

Le dossier comporte l'ensemble des documents obligatoires.

Au vu des pièces déposées, le dossier est déclaré complet.

Le formulaire ainsi que ses annexes 1 à 7 ont été mis en ligne sur le site de la DRIEE.

- **Examen de la demande**

L'Inspection a évalué le cas par cas par rapport aux caractéristiques du projet, à sa localisation et ses impacts potentiels. La modification ne concerne pas une installation IED ni une installation SEVESO. Il se situe en zone industrielle et entraîne une nouvelle occupation d'espace géographique situé à l'intérieur du site actuel. Les critères sur lesquels se base cette analyse sont ceux développés à l'article R. 122-3 du code de l'environnement pour lesquels un avis technique, au regard des éléments du projet, est nécessaire. Le projet consiste en la création d'une plateforme de production de substrat fertile, mélange de terre inerte et de compost. Cette activité sera totalement déconnectée de l'activité existante de dépollution.

L'extension projetée induit une augmentation en termes de trafic routier. Lors de chaque campagne de production de substrat fertile, le projet pourra engendrer au maximum un trafic de 15 à 20 camions par jour pendant 11 jours.

Le projet nécessite le réaménagement d'une partie de l'espace vert se situant à l'arrière du bâtiment du site ECT de La Courneuve :

- L'espace vert sera arasé sur 7180 m<sup>2</sup> et recouvert d'une couche de gravats de 50 cm d'épaisseur mise en place sur un géotextile (le merlon planté à l'arrière du site sera conservé, seuls 2 ou 3 arbres à l'extrémité sud devront être supprimés). Pour les besoins de l'exploitation, les gravats seront recouverts d'une fine couche de terre permettant l'utilisation d'un tracteur avec broyeur / malaxeur ;
- La voirie en enrobé longeant le bâtiment sera élargie sur 1000 m<sup>2</sup> afin de permettre la circulation et le retournement des camions.

*a) Rubrique associée à l'examen au cas par cas*

L'exploitant déclare que le projet correspond à la rubrique 1-a du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : «Installations classées pour la protection de l'environnement – autres installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation».

*b) Cumul des impacts avec d'autres projets existants et/ou approuvés*

L'éloignement de la quasi-totalité des projets et la séparation par d'importantes infrastructures permet d'empêcher les effets cumulés. Les projets les plus proches du site concerné par la demande sont :

- Le projet d'établissement de production de matières premières pharmaceutiques à partir de sous-produits animaux et de matières végétales de la société Organotechnie, à La Courneuve (n°15), à 300 m au sud-ouest. Il s'agit d'une régularisation de l'activité d'une ICPE existante, liée à la modification des produits fabriqués, intervenue en 2015 ; le projet comprend

également la création d'un parking et d'une zone de stockage de déchets. Les effets cumulés avec la présente demande pourraient être liés au trafic routier aux émissions de bruit et de poussières liées à la phase travaux.

- La ligne 16 du Grand Paris Express, qui traverse notamment la commune de La Courneuve (n°49) à 500 m au sud. Ce projet implique le fonctionnement de deux tunneliers pour creuser le tronçon correspondant. Les effets cumulés avec la présente demande pourraient être liés uniquement au trafic routier et aux nuisances liées à la phase travaux, atténuées par le travail en souterrain.
- La ZAC « Cluster des Médias », s'étendant sur trois communes (Dugny, La Courneuve et le Blanc-Mesnil ; n°34), à 650 m au nord. Ce projet comprend plusieurs aménagements : projets de construction et réaménagements d'espaces verts. Les effets cumulés avec la présente demande pourraient être liés uniquement au trafic routier et aux nuisances liées à la phase travaux.
- Le projet de centre d'hébergement informatique « Campus Data Center PAR8 » et d'équipements annexes à La Courneuve de la société Interxion (n°1), à 850 m au sud-ouest. Ce projet comprend la construction du centre informatique, d'un poste électrique et d'équipements annexes. Les effets cumulés avec la présente demande pourraient être liés uniquement au trafic routier et aux nuisances liées à la phase travaux.
- Le projet d'atelier de maintenance des trains de la ligne 7 de la RATP à La Courneuve (n°46), à 1,1 km au sud-est. Ce projet comprend la construction de locaux techniques et de voies d'accès, ainsi que d'un hôtel d'activités. Les effets cumulés avec la présente demande pourraient être liés uniquement au trafic routier et aux nuisances liées à la phase travaux.

#### *c) Utilisation des ressources naturelles*

Le projet décrit dans le porter à connaissance n'implique pas la consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers. De plus, l'exploitant déclare que son projet n'impliquera pas d'impacts significatifs sur la ressource en eau.

Le projet nécessite la conversion d'un espace vert enherbé en une plateforme minérale en gravats. Le merlon boisé sera conservé, hormis 2 ou 3 arbres à l'extrémité sud qui devront être enlevés pour réaliser la zone de retournement des poids lourds. La plateforme ne sera pas imperméabilisée.

#### *d) Pollution et nuisances*

Les éventuels envols de poussières sont limités par les mesures suivantes :

- les camions apportant les terres inertes et le compost et chargeant le substrat fertile disposent d'une bâche,
- le site est ceinturé par une clôture d'une hauteur suffisante limitant les envols éventuels en dehors de l'emprise de l'installation,
- le site et ses alentours font l'objet d'un nettoyage régulier,
- en cas d'épisodes venteux, une attention plus particulière est apportée pour la manipulation des déchets et des matériaux.

Concernant la pollution sonore, une étude a été menée selon les hypothèses retenues, aucun dépassement des seuils réglementaires à l'état futur ne sont relevés sur l'ensemble des points d'étude en ZER et en limite de propriété.

La plateforme sera réalisée en gravats, matériaux inertes non pollués. Lorsque les engins ne seront pas en fonctionnement, ils seront stockés en dehors de la plateforme, sur la voirie imperméable, où les eaux reprises par les collecteurs sont dirigées vers le bassin d'eaux pluviales et le séparateur d'hydrocarbures

La future plateforme de production de substrat fertile ne sera pas imperméabilisée : elle sera arasée et couverte d'un géotextile et d'une couche de 50 cm de gravats, matériaux inertes non pollués. Les eaux météoriques s'y infiltreront donc directement, y compris lors des phases de production. Ces matériaux présentent de bonnes capacités d'infiltration et ne devraient pas modifier significativement le ruissellement ; la partie des eaux non infiltrée s'écoulera selon la topographie, comme à l'état actuel.

Il n'y aura aucun stock de compost sur le site. Ainsi, les risques de lixiviation en cas de pluie et de pollution des eaux en matière organique sont évités.

Chaque campagne de production durera 11 à 12 jours (en utilisant les capacités de stockage maximales de la plateforme), le nombre maximum de campagnes par an est estimé à 23.

Enfin, l'exploitant n'a émis aucune demande de dérogation aux textes applicables.

*e) Risque d'accidents et/ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné, notamment dus au changement climatique*

Le projet n'aura pas d'impact sur les risques naturels, ni sur les risques technologiques. En particulier, en l'absence de modification de la topographie du site et avec une imperméabilisation très limitée (1 000 m<sup>2</sup>), le projet n'aggrave pas le risque d'inondation.

La commune de La Courneuve est couverte par un PPRN Mouvement de terrain / Cavités souterraines (affaissements et effondrements - cavités souterraines hors mines) approuvé le 18/04/1995.

Aucun mouvement de terrain ou cavités souterraines recensés sur le site du projet (BRGM – Infoterre).

*f) Risques pour la santé humaine*

L'évaluation des risques sanitaires permet de conclure que les risques sanitaires liés aux émissions de la plateforme évalués en premier niveau d'approche sont jugés non préoccupants en l'état actuel des connaissances compte-tenu :

- du site d'implantation de la plateforme,
- de l'éloignement des habitations,
- du caractère diffus des émissions atmosphériques,
- de la faible quantité des émissions atmosphériques.

*g) Localisation du projet*

Le projet ne s'inscrit pas dans une zone identifiée pour son intérêt patrimonial, historique, culturel, paysager, archéologique ou écologique. La parcelle utilisée est située dans les limites de propriété du site actuellement exploité par ECT.

- **Synthèse**

L'examen du projet au regard des critères définis à l'article R. 122-3 du code de l'environnement permet de conclure que le projet peut être dispensé d'évaluation environnementale.

### **3. SUBSTANTIALITÉ DE LA MODIFICATION PROJETÉE (R. 181-46-III)**

Le projet de modification consiste en la mise en place d'une nouvelle installation classée à autorisation sous la rubrique 2170 (Capacité projetée de 120 tonnes / jour, pour un seuil d'autorisation à 10 tonnes / jours) et à déclaration sous la rubrique 2517. Bien que celle-ci puisse être dispensée d'évaluation environnementale, il s'agit d'une activité nouvelle, s'implantant sur une parcelle actuellement non-construite du site existant.

**Les impacts significatifs de la nouvelle activité sont les suivants :**

- Pollution des eaux par des lixiviats de compost
- Emission de poussières : activité des poids lourds et engins
- Risques liés à la circulation à gauche sur la nouvelle voirie

**Les risques existants dont le niveau est accru par le projet de plateforme de production de substrat fertile sont les suivants :**

- Risques de pollution de l'atmosphère : Emission de gaz et fumées et de poussières liés à la circulation des engins et camions supplémentaires
- Risques liés aux intervenants extérieurs supplémentaires (conducteurs de poids lourds)
- Trafic extérieur supplémentaire
- Gestion des eaux de la plateforme

Après analyse, l'Inspection considère que ces impacts ne sont pas significatifs, au sens du critère R. 181-46-III du code de l'environnement. Par conséquent, la modification n'est pas substantielle. Le

projet de modification ne nécessite pas le dépôt d'un nouveau dossier d'autorisation environnementale.

Les prescriptions encadrant l'établissement ECT à La Courneuve doivent néanmoins être mises à jour pour encadrer cette nouvelle activité. Conformément à l'article L.123-19-2 du code de l'environnement, la nouvelle activité étant soumise à autorisation, une consultation du public reste requise. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera ainsi soumis à une phase de participation du public par voie électronique, d'une durée de 15 jours, dans les prochaines semaines. Ce projet d'arrêté préfectoral fera l'objet d'un prochain rapport de l'Inspection au préfet.

#### **4. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Par dépôt du 01 septembre 2022, l'exploitant transmettait au préfet de la Seine-Saint-Denis une demande d'examen au cas par cas préalable suite à la création d'une plateforme de production de substrat fertile, mélange de terre inerte, sur son site situé au 23 avenue Hélène Boucher, 93120 LA COURNEUVE.

Après analyse des éléments transmis par l'exploitant, l'Inspection propose à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis de dispenser le projet d'évaluation environnementale. Un projet de décision de dispense est annexé au présent rapport. La décision doit survenir dans un délai de 35 jours à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, et sera mise en ligne

L'Inspection propose par ailleurs d'informer l'exploitant que la modification envisagée est non-substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, et ne doit donc pas faire l'objet d'un dépôt de dossier de demande d'autorisation environnementale. Néanmoins, l'Inspection indique qu'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, encadrant la nouvelle activité par actualisation des prescriptions applicables, sera proposé dans les prochaines semaines. Ce projet d'arrêté préfectoral fera l'objet d'une phase de consultation, sous forme de participation du public par voie électronique, d'une durée de 15 jours, conformément à l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement.

L'Inspection informe Monsieur le Préfet qu'une copie du présent rapport est envoyée à l'exploitant.

##### **Rédacteur**

L'inspecteur de l'Environnement

##### **Vérificateur**

L'inspecteur de l'Environnement

##### **Approbateur**

Pour la directrice,  
par délégation,  
la cheffe du service risques  
et installations classées



Thomas PAGEAU



Anabel LAHOZ



Catherine CHOLLET

